

ENGAGEMENTS FP2020



GOVERNEMENT DU MALI

[HTTP://WWW.FAMILYPLANNING2020.ORG/MALI](http://www.familyplanning2020.org/mali)

Le gouvernement du Mali a mis à jour son engagement au Sommet sur la planification familiale à Londres, Royaume- Uni, le 11 juillet 2017.

RÉSUMÉ

Le gouvernement du Mali s'est engagé à :

1. Revoir à la hausse de l'objectif chiffré du TPCm de 15% en 2018 à 20% à l'horizon 2020, et y intégrer toutes les interventions à haut impacts conformément aux recommandations de la phase d'accélération 2016-2020 du Partenariat de Ouagadougou, en synergie avec tous les acteurs clefs de la SR au Mali.
2. Augmenter de façon substantielle et régulière la part du budget de l'Etat alloué à l'achat des produits contraceptifs à hauteur de 10% par an
3. Mettre en place des programmes spécifiques de santé sexuelle et reproductive des jeunes et adolescents au niveau opérationnel d'ici 2020.
4. Renforcer la chaîne d'approvisionnement afin de réduire les ruptures de stocks et garantir l'accès à tous aux produits contraceptifs (notamment les adolescents/Jeunes, les populations vulnérables et déplacées)

IMPACT ANTICIPÉ

ENGAGEMENT 1: Revoir à la hausse de l'objectif chiffré du TPCm de 15% en 2018 à 20% à l'horizon 2020, et y intégrer toutes les interventions à haut impacts conformément aux recommandations de la phase d'accélération 2016-2020 du Partenariat de Ouagadougou, en synergie avec tous les acteurs clefs de la SR au Mali.

Impact attendu

Actions proposées

1. Faire un plaidoyer au plus haut niveau de l'Etat et avec les alliés (Chef de l'Etat, Première Dame, Premier Ministre, Présidents des institutions, Ministres) en faveur de l'encrage institutionnel (Direction de la Division Santé de la Reproduction et PF) et de la relecture de la loi SR d'ici fin 2018 ;
2. Poursuite du plaidoyer au plus haut niveau de l'Etat pour la création d'une ligne budgétaire spécifique pour l'achat des produits contraceptifs à hauteur de 5% du budget de la SR d'ici fin 2018 ;
3. Renforcer la coordination multisectorielle à travers la mise en place d'un cadre de concertation de haut niveau composé des ministères et acteurs clés.

ENGAGEMENT 2: Augmenter de façon substantielle et régulière la part du budget de l'Etat alloué à l'achat des produits contraceptifs à hauteur de 10% par an.

Impact attendu

Actions proposées

1. Améliorer le niveau de mobilisation des ressources de l'Etat et des partenaires, allouées aux activités de SR/PF.
2. Diversifier les sources de financement des activités de SR/PF, en mobilisant notamment le secteur privé à travers des stratégies novatrices ;

3. Mettre en place des mécanismes innovants de financement de la SR/PF comme un fonds national et ou la mobilisation plus accrue du secteur privé et des collectivités locales.

ENGAGEMENT 3: Mettre en place des programmes spécifiques de santé sexuelle et reproductive des jeunes et adolescents au niveau opérationnel d'ici 2020.

Impact attendu

1. Prise en compte des besoins des adolescents et jeunes dans les programmes et projets de santé de la reproduction,
2. Accroissement de l'accès des jeunes aux services et informations de santé sexuelle et reproductive

Actions proposées

1. Intensifier les efforts de communication en matière de PF en direction des adolescents et jeunes notamment à travers une contractualisation avec les médias et la promotion des technologies de communication (Facebook, viber, Imo, Twitter...). et une stratégie de communication pour les jeunes en milieu rural ;
2. Mettre en place des services conviviaux adaptés aux besoins des jeunes et adolescents ;
3. Mettre en place un programme d'éducation sexuelle complète en milieu formel et non formel
4. Renforcer le partenariat public-privé à travers les approches novatrices;
5. Mener une campagne nationale de lutte contre les grossesses en milieu scolaire ;
6. Poursuivre les efforts d'implication des jeunes leaders religieux et communautaires à travers la multiplication de champions en leur sein ;
7. Améliorer l'accès des populations déplacées y compris les jeunes aux contraceptifs et l'offre des services de planification familiale dans des contextes difficiles ;
8. Collecter, analyser et utiliser les données désagrégées selon l'âge et le sexe pour les problèmes de santé reproductive sexuelle chez les adolescents et les jeunes ;
9. Renforcer l'implication des hommes en tant que clients et partisans des services de SR/PF
10. Accroître les services de PF ciblant les nouveaux parents, les jeunes sexuellement actifs

ENGAGEMENT 4: Renforcer la chaîne d'approvisionnement afin de réduire les ruptures de stocks et garantir l'accès à tous aux produits contraceptifs (notamment les adolescents/Jeunes, les populations vulnérables et déplacées).

Impact attendu

1. Zéro rupture de stocks à l'horizon 2020
2. Réduction de la morbidité et de la mortalité maternelle
3. Accessibilité accrue des jeunes filles et des femmes aux contraceptifs
4. Diversité de la gamme des produits contraceptifs ;
5. Création d'une ligne budgétaire nationale pour l'achat des produits contraceptifs
6. Augmentation du nombre de nouvelles utilisatrices

Actions proposées

1. Revoir le schéma d'approvisionnement en médicaments essentiels afin de s'assurer que les contraceptifs seront disponibles au dernier kilomètre
2. Améliorer l'accessibilité financière de tous les liés à la contraception d'ici 2020 en prenant des initiatives novatrices comme la gratuite en direction des adolescents/Jeunes, populations vulnérables et déplacées
3. Augmenter la contribution financière de l'Etat à l'achat des produits contraceptifs
4. Bâtir un solide partenariat avec le secteur privé de la santé et le secteur privé lucratif pour renforcer la gestion logistique des contraceptifs

Le texte qui suit résume l'engagement pris au nom du gouvernement du Mali en 2015.

Objectifs

Accroître le taux de prévalence contraceptive au Mali en passant de 9,9% en 2012 à au moins 15% en 2018 à travers :

1. la réduction des besoins non satisfaits en PF ;
2. le ciblage des jeunes Adolescents de 15 -24 ans.

Engagements politiques

- Disséminer la loi de la Santé de la Reproduction élaborée depuis 2002
- Faire un plaidoyer au plus haut niveau de l'Etat (Chef de l'Etat, Première Dame, Premier Ministre, Présidents des institutions, ministres, leaders communautaires, religieux et traditionnels) en faveur de la Santé de la Reproduction et de la Planification Familiale comme priorité de développement
- Poursuivre et renforcer les campagnes nationales de promotion de la planification familiale institutionnalisées depuis 2005 sous l'égide du Premier Ministre Engagements financiers
- Augmenter de façon substantielle et régulière (5% par an), la part du budget d'Etat alloué à l'achat des produits contraceptifs
- Améliorer le niveau de mobilisation Reproduction/ Planification Familiale en particulier et de la santé en général conformément à l'objectif d'Abuja (10%)
- Diversifier les sources de financement des activités de la Santé de la Reproduction/Planification Familiale, en mobilisant notamment auprès du secteur privé à travers des stratégies novatrices
- Renforcer les mécanismes de gestion transparente et de redevabilité

Engagements concernant le programme et les prestations de services

- Assurer la disponibilité et l'accessibilité des produits contraceptifs sur toute l'étendue du territoire • Renforcer les activités de changement de comportement autour de la planification familiale ciblant davantage les jeunes, les adolescents, les femmes et les hommes des milieux urbain, périurbain et rural
- Renforcer le partenariat avec tous les acteurs autour de la mise en œuvre du plan d'action National PF : Secteur privé, société civile, organisations professionnelles
- Veiller au suivi régulier de la mise en œuvre du Plan d'Action National PF à un très haut niveau décisionnel (Ministre)

The Government of Mali updated its commitment at the Family Planning Summit in London, UK on July 11, 2017.

The following summarizes the government's family planning goals and policy, financial, and programmatic pledges. The full commitment will be provided here soon. The ultimate goal of the Malian authorities is to respond adequately and innovatively to the enormous needs in family planning to reach a contraceptive prevalence of 20% by 2020. The National Action Plan and FP budget plans for Mali to reach a contraceptive prevalence rate of 15% by 2018. This implies that the country recruits, during the five years of the plan, about 208,988 additional users. This commitment requires more effort. Indeed, some axes of this commitment could be more increased funding including that of the state in favor of FP design and scaling innovative policies especially with regard to delegation of tasks, more attention to the access of adolescents / young, rural and vulnerable populations, and strengthening the institutional framework for the FP programs. Mali has pledged to increase by 10% annually from the national budget, all purchases of contraceptives.

The following text summarizes the commitment made on behalf of the Government of Mali in 2015.

Objectives

1. Increase the rate of contraceptive use in Mali, moving from 9.9% in 2012 to at least 15% by 2018, through the reduction of unmet need for family planning and by targeting teens and young adults (ages 15 to 24).

Financial Commitments

The Government of Mali commits to substantially and regularly increasing—by 5% per year—the share of the state budget allotted for the purchase of contraceptives. Mali also pledges to improve the mobilization of state resources and partners assigned to reproductive health and family planning activities, in particular, and health, in general, in accordance with the Abuja target (10%). The government also commits to diversifying the sources of financing for reproductive health and family planning activities by especially mobilizing the private sector.

Policy & Political Commitments

The government commits to disseminating the reproductive health law developed in 2002 and to engage in advocacy at the highest levels of the State, including with the Head of State, First Lady, Prime Minister, organization presidents, ministries and religious and traditional community leaders, in support of reproductive health and family planning as a development priority. Mali also pledges to strengthen the partnership with stakeholders, such as the private sector, public corporations and professional organizations, in the implementation of the National Family Planning Action Plan as well as improve transparency and accountability relating to business mechanisms.

Program & Service Delivery Commitments

The Government of Mali commits to ensuring the availability and accessibility of contraceptives throughout the country. In addition, it pledges to continue and to strengthen national campaigns that have been promoting family planning since 2005 under the aegis of the Prime Minister. Mali commits to ensuring the regular monitoring of the implementation, at the ministerial level, of the National Family Planning Action Plan and to strengthening communication methods designed to change behavior around family planning, with increased focus on addressing the needs of youth and teens and women and men living in urban, suburban and rural areas.